
Le 08-09-2018

[Télécharger ou imprimer au format PDF](#)

par Michèle Dessenne, Vice-présidente du Pardem

le 8 septembre 2018



Hulot a pris la tangente, De Rugy occupe la place toute chaude. Ah, mes amis, quelle affaire !

Et ça glose sur les ondes à propos de la qualité et des convictions de ces hommes promus au rang suprême de ministre d'Etat pour changer avec leurs neurones et leur verbe le sort de « la planète » !

Donner à rêver c'est toujours bon pour le pouvoir en place, d'autant que le gouvernement du Sire Macron ne donne au peuple que raisons de désespérer. On est en droit de penser qu'on se fout de notre gueule !

A quelques mois de la ratification du CETA par le Parlement français, ce qui est fort probable, non seulement parce que les députés de la majorité risquent de voter comme un seul homme (le leur, leur président, leur suprême leader, leur bienfaiteur), et que les autres restent bien mous et silencieux, l'adoption du CETA gravera dans la loi le traité pourri adopté par l'Union européenne qui va planter l'agriculture française et aggraver les risques sur la santé des Français.

Voilà donc un combat que devrait mener le nouveau ministre de la transition écolo et blabla puisque l'environnement est le grand absent du CETA. Ajoutons que le JAFTA (traité avec le Japon) sera adoubé par le parlement européen d'ici peu et que cette fois aucune ratification par les parlements nationaux n'est prévue. Cela prépare tranquillement l'adoption du traité avec le Mercosur... Mais voilà, De Rugy, rallié à la majorité présidentielle, surtout motivé par son parcours d'opportuniste patenté, agira en serpillère verdâtre, tout au service des multinationales, de leurs lobbies. Toutefois soyons honnêtes, même s'il faisait mine ou même s'il s'arc-boutait avec courage, rien n'y ferait ! Néolibéralisme (autrement dit libre-échange généralisé mondialisé) et préservation de l'environnement sont incompatibles, irréconciliables. Plus ça circule par tous les moyens, plus les frontières sont des gruyères pour les capitaux et les marchandises, plus ça génère de profits, plus ça pollue, plus ça produit du gaz à effet de serre, plus ça réchauffe.

Pour que les mémoires ne s'éteignent pas complètement, voici le texte publié par le Pardem en mars 2018 à propos des traités de libre-échange et de l'environnement sacrifié. Car sans sortie du libre-échange, le cycle infernal de la dégradation des conditions de vie des humains, des animaux, des végétaux se poursuivra et les catastrophes climatiques se multiplieront. Un gouvernement libre-échangiste, européiste, à la solde des classes dominantes oligarchiques, ne peut en aucun cas agir favorablement pour la préservation de l'environnement.

Nos propositions :

- L'abandon de toute négociation pour la mise en place définitive du CETA et des autres accords de libre-échange (Japon, Mercosur).
- Aux parlementaires français qu'ils votent NON à la ratification du CETA en 2018.
- Une taxation sur le transport maritime et aérien intégrant son juste prix écologique.
- Un accord international sur la régulation du transport maritime, sur la base de la Charte de La Havane, afin de le conditionner à l'objectif de préserver des écosystèmes fragiles.

Accéder au texte *CETA ou environnement ils ont choisi*

<http://www.pardem.org/le-parti/campagnes/ceta/810-ceta-ou-environnement-ils-ont-choisi>

Pour signer la pétition à l'attention des parlementaires français :

<http://pardem.org/le-parti/campagnes/ceta/772-petition-le-ceta-ne-doit-pas-etre-ratifie-par-les-parlementaires-francais>

-
- [Se connecter](#) ou [s'inscrire](#) pour poster un commentaire